

Fonds de revenu à court terme canadien Mackenzie

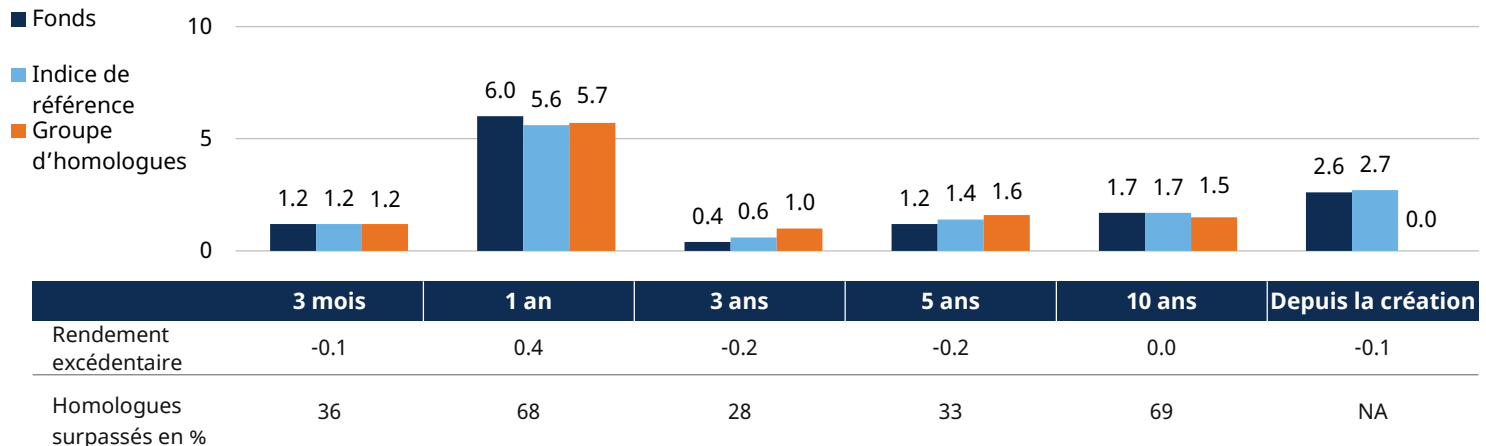
Aperçu du fonds

Date de lancement	11/24/2006
ASG (en millions \$ CA)	258.9
Frais de gestion	0.40%
RFG	0.61%
Indice de référence	Indice d'obligations à court terme FTSE Canada RT
Catégorie du CIFSC	Revenu fixe canadien à court terme
Évaluation du risque	Faible
Gestionnaire de portefeuille en chef	Konstantin Boehmer
Exp. en placement depuis	2003

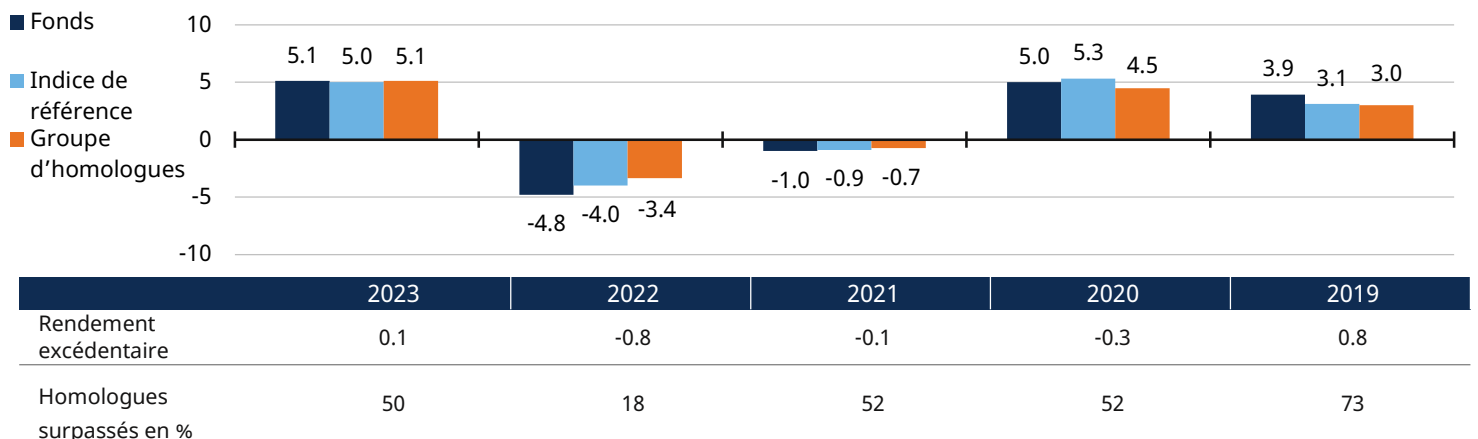
Aperçu de la stratégie

- Une stratégie à revenu fixe à durée courte flexible à gestion active.
- Le but est de générer un revenu conforme à un mandat à durée courte au moyen d'un univers élargi de titres de grande qualité à plus court terme, y compris des obligations de qualité investissement canadiennes et de gouvernements étrangers et de sociétés, d'hypothèques résidentielles de premier rang et de titres autres que de qualité investissement.
- Le Fonds maintient une notation de crédit globale de BBB ou plus. Ce Fonds peut investir jusqu'à 30 % de son actif dans des titres étrangers, et les devises étrangères peuvent être couvertes en dollars canadiens.

Rendements passés (%)



Rendement par année civile (%)



Caractéristiques du portefeuille

Ratios et paramètres financiers	Portefeuille	Indice de référence
Rendement moyen du fonds	4.6	4.2
Duration modifiée du fonds	2.9	2.7
Notation de crédit moy.	A	AA
Prix moy.	98.5	98.2
Coupon moy.	3.8	3.3
Échéance moy.	3.1	-

Mesures de performance (période mobile de 3 ans)

Paramètres financiers	Portefeuille	Indice de référence
Écart-type	2.9	2.9
Ratio de Sharpe	-0.9	-0.8
Écart de suivi	0.7	-
Ratio d'information	-0.3	-
Alpha	-0.4	-
Bêta	1.0	-
Encaissement des hausses (%)	91.0	-
Encaissement des baisses (%)	95.6	-

Ventilation des échéances

Tranche	Portefeuille	Indice de référence
0 to 3	46.0	57.4
3 to 7	53.5	42.6
7 to 12	0.2	-
12+	0.3	-

Exposition aux devises

Monnaie	Brut	Net
CAD	96.4	100.0
USD	3.6	-
Autre	-	-

Répartition de l'actif

Actifs	Portefeuille	Indice de référence
Oblig. de première qual	70.3	36.3
Obligations provinciales	15.4	17.6
Obligations fédérales	13.9	46.1
Trésorerie	0.4	-

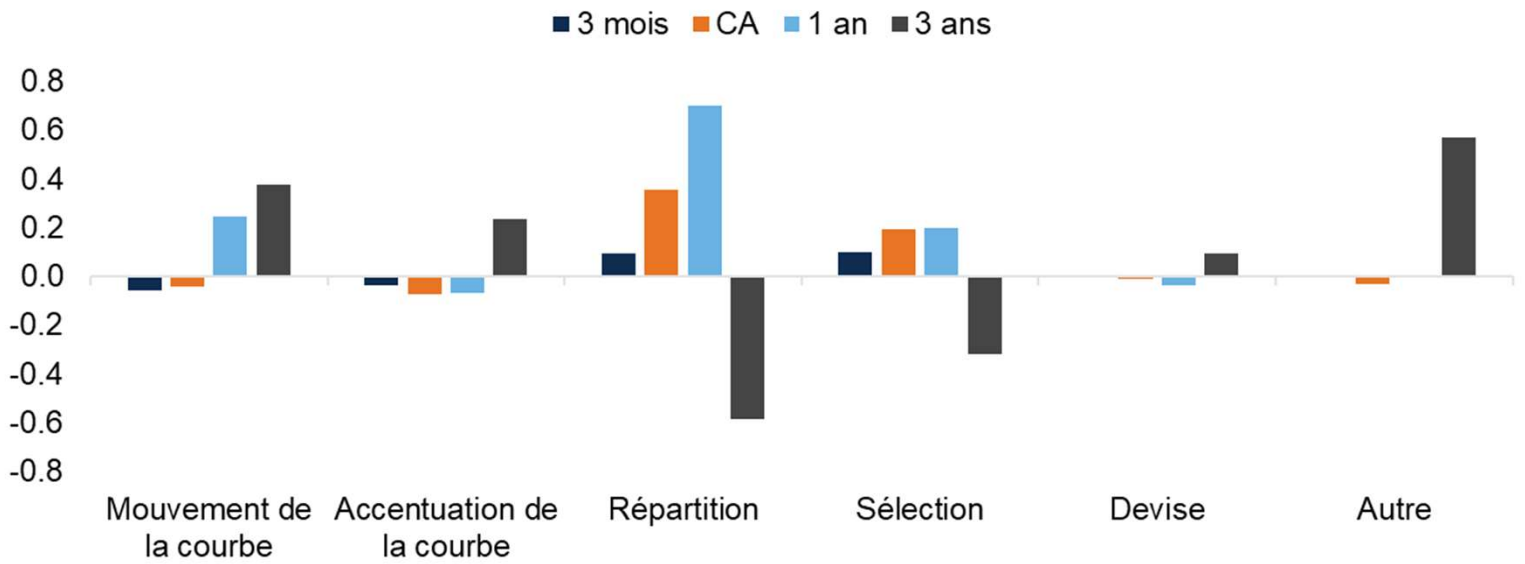
Répartition géographique

Pays	Pondération
Amérique du Nord	98.1
L'Europe	0.6
Amérique latine et Caraïbes	0.0
Autre	1.3

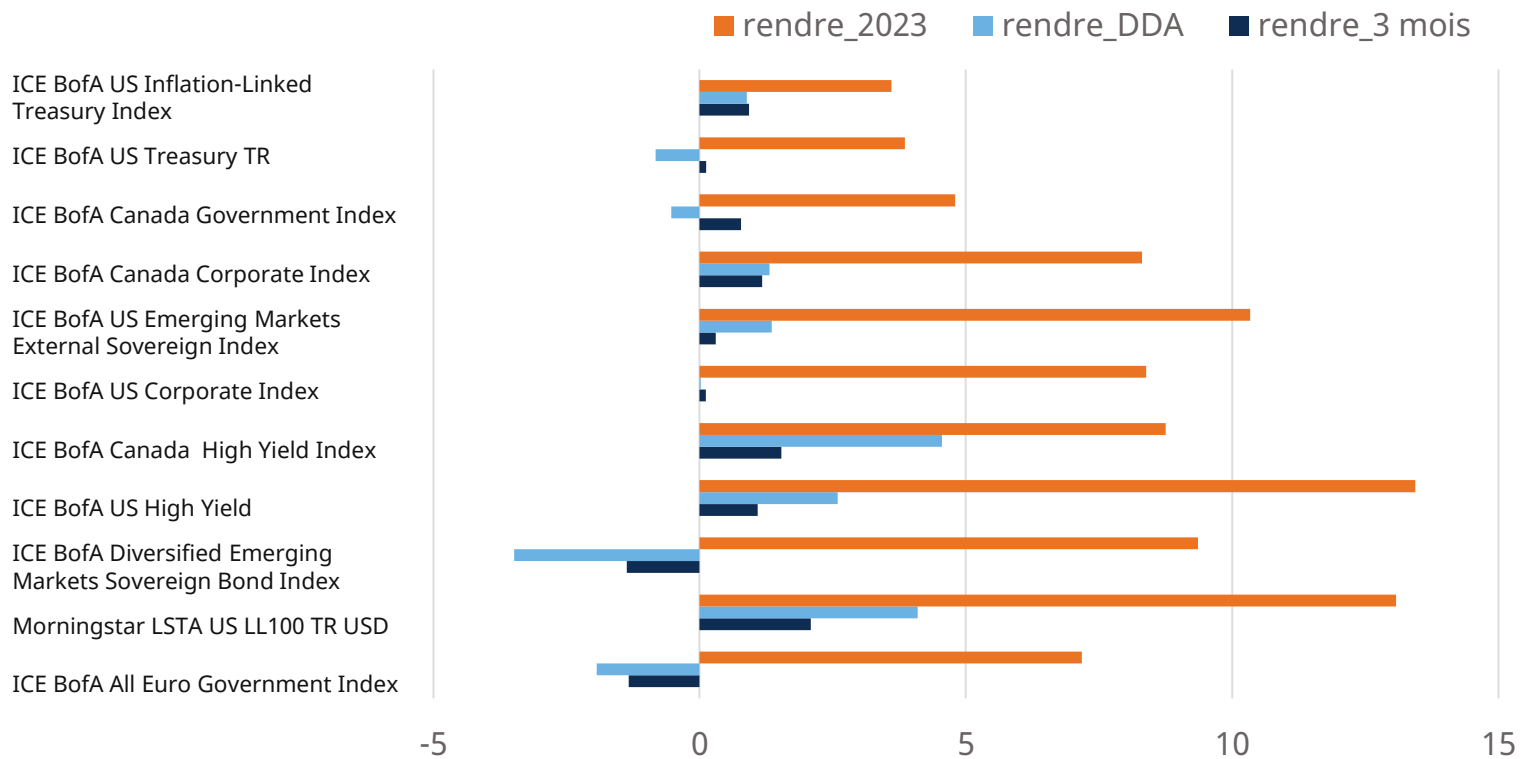
Ventilation des cotes de crédit

Cote	Portefeuille	Indice de référence
AAA	14.3	50.7
AA	20.8	18.4
A	35.2	18.0
BBB	27.8	12.9
BB	1.3	-
B	0.2	-
CCC & Below	0.1	-
NR	0.4	-

Attribution



Aperçu du marché



Commentaires

Les marchés se concentrent généralement sur les perspectives fondamentales, les facteurs techniques, les flux, le positionnement et le momentum ayant parfois priorité de rang. Toutefois, la situation géopolitique peut parfois faire grimper la volatilité dans l'ensemble des catégories d'actif, comme on l'a vu en 2024, « l'année des élections ». Au deuxième trimestre, trois surprises électorales en Afrique du Sud, en Inde et au Mexique ont eu une incidence négative sur les marchés, en particulier les marchés émergents. La majorité au Congrès du parti mexicain Morena a influé sur les actifs mexicains et ceux des marchés émergents. Conjugée aux autres surprises électorales, cette situation a accru la volatilité sur les marchés émergents, qui s'est résorbée; pourtant, les risques d'une recrudescence de la volatilité subsistent, les modèles de la valeur à risque à l'échelle mondiale ayant probablement été affinés.

En France, une élection éclair a suivi le rendez-vous électoral de l'Union européenne, à l'issue duquel les partis de centre et d'extrême droite ont obtenu de solides résultats. Le président français Emmanuel Macron a perdu des sièges à l'Assemblée nationale, de sorte que les écarts de taux entre les obligations françaises et les titres de référence allemands sont passés d'environ 45 à 50 pb à plus de 80 pb avant de reculer pour s'établir entre 60 pb et 69 pb. Les préoccupations de la BCE à l'égard de la stabilité budgétaire en France mettent en évidence un important rééquilibrage des marchés. Malgré certains commentaires mineurs de la BCE, la politique monétaire reste centrée sur une inflation en temps réel plutôt effervescente, des salaires obstinément élevés et la capacité de la banque centrale à assouplir sa politique monétaire malgré une forte inflation. Nous nous attendons à ce que la BCE abaisse les taux en septembre, mais nous doutons que le cycle d'assouplissement dépasse 50 points de base (pb), ce qui nous incite à la prudence en ce qui concerne la durée européenne par rapport à la durée nord-américaine.

Le débat entre Donald Trump et Joe Biden à la fin du trimestre a soulevé des inquiétudes au sujet des politiques budgétaires des républicains. La sous-performance perçue de M. Biden a suscité des craintes à l'égard des dépenses budgétaires non contrôlées, des émissions de titres de créance et de l'accentuation de la courbe des taux, mais la réaction du marché a été modérée. Les sondages internes du parti démocrate ont montré que Trump pourrait remporter 350 sièges électoraux, ce qui a eu pour effet de multiplier le nombre d'appels au désistement de M. Biden. Le refus de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, d'appuyer M. Biden a alimenté les conjectures. Dans la foulée de ce débat, les investisseurs se sont inquiétés d'un résultat où le Parti républicain gagne sur tous les tableaux, ce qui pourrait entraîner d'importantes dépenses budgétaires et une hausse des taux obligataires.

Alors que l'échéance électorale aux États-Unis approche, nous sommes conscients des risques liés aux titres à revenu fixe souverains, surtout dans le segment à long terme de la courbe des taux aux États-Unis si les préoccupations budgétaires s'intensifient. L'inflation ralentit aux États-Unis, mais l'indice des DPC de base devra baisser de 20 pb par mois pour que l'inflation connaisse un repli significatif. Les données d'avril et de mai donnent à penser que l'inflation aux États-Unis s'atténue. La Réserve fédérale américaine (Fed) a besoin d'au moins trois mois de données favorables sur l'inflation avant d'envisager des réductions de taux. Cela pourrait être possible d'ici sa réunion de septembre, si le marché de l'emploi continue de s'affaiblir. Des indicateurs comme le ralentissement de l'emploi temporaire, la baisse du taux d'embauche et la baisse du taux de démission laissent entrevoir que le marché de l'emploi présente un meilleur équilibre.

La Banque du Canada (BdC) a déjà commencé à assouplir sa politique monétaire, ayant réduit les taux de 25 pb en juin. Nous prévoyons d'autres réductions en juillet ou en septembre et pensons que la BdC pourrait effectuer trois réductions avant que la Fed ne lui emboîte le pas. La BdC se garde d'adopter des mesures d'assouplissement trop importantes pour éviter la dépréciation du dollar canadien et l'inflation importée. En tant que petite économie de marché ouverte, la banque centrale doit gérer ces risques avec prudence. Nous préférons les positions à long terme nord-américaines, mais favorisons les positions à court terme japonaises. La Banque du Japon (BdJ) pourrait poursuivre son cycle de hausses et surprendre les marchés avec un relèvement de 10 pb en juillet, justifié par les données nationales et la croissance des salaires. Une autre élection fédérale au Japon pourrait coïncider avec les réunions de la BdJ, ce qui inciterait celle-ci à agir plus tôt.

Commentaires

Dans l'ensemble, les élections ont d'importantes conséquences sur les marchés. Nous demeurons donc vigilants à l'égard des risques et des occasions macroéconomiques dans le contexte économique et politique actuel. À l'approche des élections américaines, les risques budgétaires et électoraux, combinés au ralentissement des données économiques fondamentales, en particulier aux États-Unis et au Canada, créent un environnement complexe pour les investisseurs. Nous continuons de surveiller ces événements de près afin de bien composer avec l'évolution de la conjoncture.

Les taux d'intérêt américains ont été fortement volatils, car les marchés réévaluaient les perspectives de la Réserve fédérale américaine. L'inflation plus élevée que prévu, l'activité économique vigoureuse et le marché de l'emploi robuste ont alimenté le pessimisme sur le marché obligataire pendant la première moitié du trimestre. Or, ce sentiment a commencé à s'inverser vers le milieu de la période, car les données ont montré que l'inflation ralentissait et les indicateurs macroéconomiques avancés ont indiqué un possible ralentissement de l'économie américaine.

Tout au long du trimestre, nous avons observé une divergence dans la trajectoire de l'inflation entre les États-Unis et les autres pays développés, ce qui a influé sur les écarts de taux à l'échelle du G10. Dans des pays comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, où le processus de désinflation s'est poursuivi, les marchés des taux ont surpassé ceux des États-Unis. Vers la fin du trimestre, les résultats inattendus des élections en France, en Inde, au Mexique et en Afrique du Sud ont pris le devant de la scène, entraînant une importante réévaluation des primes de risque pour leurs actifs avant de se rétablir légèrement vers la fin de juin.

Au deuxième trimestre, les obligations des marchés émergents en monnaie locale ont fait face à des vents contraires en raison du raffermissement du dollar, de la hausse des taux à l'échelle mondiale et des résultats des élections, annulant une partie des gains réalisés plus tôt cette année. Des monnaies comme le peso mexicain (MXN) et le real brésilien (BRL) ont inscrit des rendements négatifs en raison de la réévaluation du risque politique et de la réduction des opérations de portage à long terme sur les marchés émergents.

Notre positionnement relativement à la duration demeure presque neutre. Nous restons optimistes à l'égard de la duration en Amérique du Nord, en particulier au Canada, où les conditions sont favorables pour les titres à revenu fixe. En revanche, nous sous-pondérons fortement la duration dans les régions où les taux devraient encore augmenter, notamment au Japon et dans la zone euro. Notre position stratégique dans les titres du Trésor indexés sur l'inflation à long terme n'a pas changé, car nous prévoyons que l'inflation aux États-Unis demeurera élevée par rapport aux normes historiques pendant une période prolongée. Nous continuons de privilégier les positions acheteur sur les taux locaux des marchés émergents en raison de leur portage intéressant et de la possibilité d'une baisse des taux en Amérique latine.

Facteurs ayant contribué au rendement :

- Surexposition au risque lié aux obligations de sociétés de première qualité
- Surexposition au risque des obligations de sociétés à rendement élevé

Facteurs ayant nuï au rendement :

- Surpondération de la duration canadienne
- Sélection des obligations fédérales

Commentaires

À l'aube du troisième trimestre, notre stratégie de duration demeure presque neutre. Nous restons optimistes à l'égard de la duration en Amérique du Nord, en particulier au Canada, où nous prévoyons que la Banque du Canada continuera de réduire son taux directeur dans la foulée de la première réduction en juin. En revanche, nous sous-pondérons considérablement la duration dans des régions comme le Japon et la zone euro. Nous maintenons notre position stratégique dans les titres du Trésor protégés contre l'inflation à long terme (TIPS), car nous prévoyons que l'inflation aux États-Unis, bien qu'elle ait probablement plafonné, restera longtemps supérieure aux moyennes historiques. Cette stratégie témoigne de notre confiance à l'égard des avantages en matière de protection de ces titres dans un contexte inflationniste persistant. De plus, nous continuons de privilégier les positions acheteur sur les taux locaux des marchés émergents en raison de leur portage attrayant et de la possibilité de taux plus faibles en Amérique latine.

Nous demeurons prudemment optimistes à l'égard des titres de créance, mais nous préférons les obligations de sociétés à bêta faible et de grande qualité. De plus, nous sommes conscients que les élections américaines à venir et les incertitudes qu'elles pourraient engendrer - des préoccupations budgétaires aux tarifs douaniers, en passant par une éventuelle remontée de l'inflation - pourraient modifier rapidement notre scénario de base.

Au troisième trimestre de 2024, nous prévoyons que la volatilité des taux persistera et continuons de privilégier des stratégies opportunistes. Nous surveillerons de près les indicateurs économiques mondiaux et les événements géopolitiques pour trouver un équilibre entre l'atténuation du risque et la saisie d'occasions.

Les placements dans les fonds communs peuvent donner lieu à des commissions de vente et de suivi, ainsi qu'à des frais de gestion et autres. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les taux de rendement indiqués représentent le rendement annuel composé historique total au 30 juin 2024, y compris les variations de la valeur des [titres ou parts] et le réinvestissement de [tous les dividendes ou toutes les distributions], et ne tiennent pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution ou facultatifs ni des impôts sur le revenu payables par tout(e) porteur ou porteuse de titres et qui auraient réduit le rendement. Les fonds communs ne sont pas des placements garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. Le rendement de l'indice ne tient pas compte de l'incidence des frais, commissions et charges payables par les investisseurs et investisseuses dans des produits de placement qui cherchent à reproduire un indice.

Ce document pourrait renfermer des renseignements prospectifs qui décrivent nos attentes actuelles ou nos prédictions pour l'avenir ou celles de tiers. Les renseignements prospectifs sont de par leur nature assujettis entre autres à des risques, incertitudes et hypothèses pouvant donner lieu à des écarts significatifs entre les résultats réels et ceux exprimés dans les présentes. Ces risques, incertitudes et hypothèses comprennent, mais sans s'y limiter, les conditions générales économiques, politiques et des marchés, les taux d'intérêt et de change, la volatilité des marchés boursiers et financiers, la concurrence commerciale, les changements technologiques, les changements sur le plan de la réglementation gouvernementale, les changements au chapitre des lois fiscales, les poursuites judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Veuillez soigneusement prendre en compte ces facteurs et d'autres facteurs et ne pas accorder une confiance exagérée aux renseignements prospectifs. Tout renseignement prospectif contenu aux présentes n'est valable qu'au 30 juin 2024. Il ne faut pas s'attendre à ce que ces renseignements soient mis à jour, complétés ou révisés par suite de nouveaux renseignements, de circonstances changeantes, d'événements futurs ou pour d'autres raisons.

Le contenu de ce commentaire (y compris les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les références à des produits ou titres) ne doit pas être pris ni être interprété comme un conseil en matière de placement, ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, ou une promotion, recommandation ou commandite de toute entité ou de tout titre cité. Bien que nous nous efforcions d'assurer son exactitude et son intégralité, nous ne sommes aucunement responsables de son utilisation.

Le classement par centile provient de Morningstar Research Inc., une firme de recherche indépendante, en fonction de la catégorie Canada Fund Canadian Short Term Fixed Income et reflète le rendement du Fonds de revenu à court terme canadien Mackenzie, F, [pour les périodes de 1, 3, 5 et 10 ans ou depuis le lancement] au 30 juin 2024. Les classements par centile sont une comparaison du rendement d'un fonds par rapport au rendement d'autres fonds dans une catégorie donnée et sont susceptibles de varier tous les mois. Le nombre de fonds Canada Fund Canadian Short Term Fixed Income auxquels le Fonds de revenu à court terme canadien Mackenzie, F, est comparé pour chaque période est le suivant : 1 an – 236; 3 ans – 208; 5 ans – 196; 10 ans – 137.

© 2024 Morningstar. Tous droits réservés. Les informations ci-incluses : 1) sont la propriété de Morningstar et de ses fournisseurs de contenu; 2) ne peuvent être reproduites ou distribuées; 3) sont fournies sans garantie quant à leur exactitude, exhaustivité ou à-propos. Ni Morningstar ni ses fournisseurs de contenu ne seront tenus responsables des dommages ou pertes résultant de l'utilisation de ces informations. Le rendement antérieur n'est pas garant des résultats futurs.

Les données de Morningstar indiquées sont celles de la plus récente période de référence pour chaque famille de fonds. Les répartitions pourraient ne pas correspondre à 100 % et varieront au fil du temps. Les actifs figurant dans la catégorie «Autres» ne sont pas classés par Morningstar. Tous les renseignements présentés par cet outil sont fournis à titre d'information et ne constituent pas un conseil en matière de placement. Ces renseignements ne constituent pas une offre de vente ni une recommandation en vue de l'achat d'un produit de placement. Sauf indication contraire, les rendements indiqués sont présentés avant déduction des frais d'acquisition. Pour de plus amples renseignements au sujet du fonds, veuillez cliquer sur le lien. Tous les renseignements sont des renseignements historiques et ne préjugent pas les résultats futurs. Les rendements actuels pourraient être inférieurs ou supérieurs aux rendements antérieurs indiqués, lesquels ne sauraient garantir les résultats futurs. Le prix des actions, la valeur en capital et les rendements fluctueront et vous pourriez réaliser des gains ou des pertes à la vente de vos actions. Les données sur le rendement tiennent compte du réinvestissement des distributions mais non des impôts. Les données sur le rendement ne reflètent pas les limites relatives aux frais ni les subventions présentement pratiquées. Des frais d'opération à court terme pourraient s'appliquer. Pour obtenir les plus récents renseignements sur le rendement de fin de mois, consultez Morningstar.com.

Ce matériel est destiné aux fins d'éducation et d'information. Il ne constitue pas une recommandation visant un produit de placement, une stratégie ou une décision quelconque et ne vise pas à laisser entendre qu'une quelconque démarche doit être entreprise ou évitée. Il n'ont pas pour vocation de tenir compte des besoins, des circonstances et des objectifs d'un investisseur donné. Placements Mackenzie, qui perçoit des frais lorsqu'un client sélectionne ses produits et services, ne fournit pas des conseils impartiaux à titre fiduciaire en présentant ce matériel de vente et de commercialisation. Ces renseignements ne constituent pas un conseil d'ordre fiscal ou juridique. Les investisseurs devraient consulter un conseiller professionnel avant de prendre des décisions financières ou en matière de placement ainsi que pour obtenir de plus amples renseignements sur les règles fiscales ou toute autre règle prévue par la loi, ces règles étant complexes et sujettes à des modifications.